



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS
Finances publiques
Deux-Sèvres



section Deux-Sèvres



Après avoir exprimé leur désaccord avec la nouvelle cartographie sur les sites de Melle le 04 octobre et Bressuire le 11 octobre, les agents des Finances Publiques des Deux-Sèvres se mobilisent de nouveau sur **Parthenay**

Sur le site des Finances Publiques de Parthenay, il y a, à ce jour 4 services :

- Le SIE (9 agents et cadres)
- Le SIP (11 agents et cadres)
- La Trésorerie Parthenay-Gâtine (13 agents et cadres)
- La Trésorerie Hospitalière Nord-Deux-Sèvres (9 agents et cadres)

Soit un total de 42 agents sur Parthenay.

Si le plan de destruction du Service Public est maintenu en l'état, ce sont 3 services sur 4 qui disparaîtraient et 33 agents sur 42 (soit 4/5) qui seraient impactés par une mobilité géographique et/ou fonctionnelle forcée.

Cette situation est inenvisageable pour tous les agents et inacceptable pour les élus et les administrés.

Les différentes mobilisations ont déjà apporté des victoires dans les départements.

En Corrèze, par exemple, il est maintenu la présence de 2 SIE au lieu d'un seul initialement, la direction a cédé aussi sur le maintien de 9 trésoreries en lieu et place de 5 seulement sur son plan d'origine.

**Il nous faut donc poursuivre le combat et refuser de façon unitaire et massive ces orientations néfastes et régressives:
rejeter l'ensemble du projet Géographie revisitée dans les Deux-Sèvres**

**Prochain RDV à Parthenay: Vendredi 18 Octobre à 9h30
devant le Centre des Finances Publiques – 4 Rue de la Croix d'Alpin**



**LUTTONS contre:
des usagers délaissés, des collectivités trompées,
la mobilité forcée des agents
et des conditions de travail dégradées**

La disparition des services publics de proximité inquiète les élus

Réuni jeudi 3 octobre, le conseil municipal a notamment pris la décision de soutenir les agents de la DDFIP, s'opposant aux fermetures des trésoreries.

Après avoir pris connaissance de la lettre ouverte « Vers la disparition des services publics de proximité », adressée par les agents de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP), le conseil municipal, sur proposition du maire, apporte son soutien à l'action engagée par les agents de la DDFIP, s'opposant aux fermetures des trésoreries, notamment celle de Coulonges-sur-l'Autize et plus largement à la réforme de restructuration des services dans les Deux-Sèvres.

Cette réforme pouvant compromettre fortement les services de proximité déjà bien en difficulté au profit de pôles centralisés, urbains, structures éloignées des communes rurales.

Ainsi ces choix de modifications contribuent à désertifier un peu plus les villages et compliquent considérablement les démarches des administrés. Développement d'un accès aux services publics à deux vitesses entre rural et citadin.

Il apporte également son soutien à la démarche du président de la communauté de communes Val de

Gâtine engagée contre la fermeture de la trésorerie de Coulonges-sur-l'Autize programmée, selon les dernières informations, au 1^{er} janvier 2022.

Intercommunalité. Approbation du rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (Clect) de la communauté de communauté Val de Gâtine en date du 17 septembre tel que présenté par le maire, ainsi que la modification des statuts de la de la communauté de communauté Val de Gâtine.

Affaires financières. Le conseil municipal décide d'adhérer à la Fondation du patrimoine au titre de l'année 2019, moyennant une somme de 120 €.

Personnel communal. Le conseil municipal décide d'adhérer au contrat d'assurance groupe des risques statutaires garantissant les frais laissés à la charge de la collectivité à compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2023, proposé par la CNP Assurances pour les agents permanents (titulaires ou stagiaires) affiliés à la CNRACL et les agents titulaires ou stagiaires non-affiliés.

Par ailleurs, il valide le règlement de formation, les modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation et l'accomplissement de la journée de solidarité tels que présentés.

Finances publiques : les agents toujours mobilisés contre la réforme



Manifestation devant le centre des impôts de Bressuire. Photo: CO

Les agents des finances publiques et les organisations syndicales ont à nouveau manifesté leur mécontentement ce vendredi matin 11 octobre. « On souhaite tout simplement que le plan Darmanin soit annulé » explique Olivier Garnier, secrétaire départemental adjoint FO Direction générale des finances publiques. « Nous nous inquiétons de l'avenir du service public. Que veut le ministre ? Mettre des agents sur la route. Le public, lui, n'aura pas les réponses. Il lui faudra prendre des rendez-vous ou se déplacer. Le ministre dit que la solution, c'est internet. Mais tout le monde n'est pas équipé ou est très mal à l'aise. Une pétition a d'ailleurs été signée. Le nouveau système que le ministre veut mettre en place ne fonctionnera pas. Il est donc grand temps que tout s'arrête. La problématique est nationale, la revendication est la même. Annulons le plan Darmanin. »

A Bressuire, cœur de la manifestation de ce vendredi, le nouveau

réseau de proximité, s'il est appliqué, « prévoit la suppression du service des impôts des entreprises, la suppression de la trésorerie de Bressuire - gestion du territoire de l'Agglo 2B et le maintien pour le moment du service des impôts des particuliers à Bressuire avec regroupement des secteurs de Bressuire, Parthenay et Thouars. Mais pour combien de temps ? »

« Le soutien de nombreuses collectivités »

Olivier Garnier ajoute : « Dans la réorganisation prévue, tout le monde sera perdant. Nous avons le soutien de nombreuses collectivités, de la région Nouvelle-Aquitaine, des sénateurs des Deux-Sèvres. Ce plan Darmanin est inconcevable. »

Les manifestants doivent être reçus par la sous-préfète de Bressuire puis se rendront à la permanence du député (LREM) Jean-Marie Fiévet.

Dominique CADU

courrier de l'Ouest 12/10/2019

courrier de l'Ouest 12/10/2019

6

deux-sèvres | actualité

La Nouvelle République
Samedi 12 octobre 2019

social

“ Une situation inacceptable ”

Seul élu présent hier à la manifestation intersyndicale des agents deux-sévriens des Finances publiques à Bressuire, le maire de Germond-Rouvre tire la sonnette d'alarme.

Gérard Epoulet, le maire de Germond-Rouvre, a dû se sentir bien seul, hier matin, dans le cortège des agents des Finances publiques en colère à Bressuire, mais sa présence en a réconforté plus d'un.

Sollicitation permanente

« Merci de votre présence ainsi que celle de l'une de vos adjointes lors de la dernière mobilisation à Melle », lui souffle un agent en grève contre le projet de réforme dit Darmanin, du nom de l'actuel ministre de l'Action et des Comptes publics qui préconise une refonte complète des services des impôts aux particuliers et aux entreprises à l'échelle des départements français.

« Il est important de se mobiliser tant pour les particuliers que les élus. Pour moi en tant que maire d'une commune de 12.100 habitants, je sais que c'est notre secrétariat de mairie qui va être sollicité. Les gens vont être dans l'impatience et c'est une charge supplémentaire », indique-t-il.

Selon lui, les maisons France services ne sont pas une solution. « On ne sait pas où elles seront implantées. Derrière le mirage de l'informatique, il reste des petites tâches à accomplir. C'est comme pour les cartes d'identité, ce sont les usagers qui trinquent », conclut-il.



Gérard Epoulet, le maire de Germond-Rouvre, est venu apporter son soutien aux agents des Finances publiques qui ont manifesté à Bressuire hier matin, ici devant la sous-préfecture.

Bruno Bouchet